

1. REQUÉRANT(S) (<i>nom au complet et adresse aux fins de signification</i>)	voir l'annexe <input type="checkbox"/>	
2. OBJET DE LA DEMANDE	voir l'annexe <input type="checkbox"/>	
3. PREUVE DÉPOSÉE À L'APPUI DE LA DEMANDE	voir l'annexe <input type="checkbox"/>	
4. DESCRIPTION DU BIEN-FONDS		
NUMÉRO(S) DE TITRE VISÉ(S)	voir l'annexe <input type="checkbox"/>	
5. PROPRIÉTAIRE(S) INSCRIT(S) ACTUEL(S)	voir l'annexe <input type="checkbox"/>	
6. CHARGES, PRIVILÈGES ET INTÉRÊTS — Le présent document est assujéti à l'instrument ou aux instruments numéro(s)		
7. DÉCLARATION DU (DES) REQUÉRANT(S)		
<i>(Biffer tout énoncé qui ne s'applique pas et signer ci-dessous.)</i>		
<ol style="list-style-type: none"> 1. Je suis majeur(e) et j'ai une connaissance personnelle des faits indiqués dans le présent instrument. 2. L'enregistrement du présent instrument ne contrevient pas aux dispositions de l'article 373 de la <i>Loi sur les municipalités</i>, c. M225 de la C.P.L.M., du fait que je (nous) ne suis (sommés) pas l'une des personnes suivantes, ou si c'est le cas, j'agis (nous agissons) en qualité de mandataire(s) de la municipalité à l'occasion d'un achat fait par celle-ci : <ol style="list-style-type: none"> a) l'encanteur qui effectue la vente du bien-fonds visé; b) un conseiller de la municipalité qui vend le bien-fonds visé; c) le directeur général de la municipalité qui vend le bien-fonds visé ou, à la discrétion de cette même municipalité, un des cadres désignés de celle-ci qui ne peut faire d'offre en vue de l'achat du bien; d) le conjoint ou un membre de la famille à charge qui réside avec l'une des personnes mentionnées ci-dessus; e) toute personne dans laquelle les particuliers mentionnés ci-dessus ont un intérêt financier. 3. L'enregistrement du présent instrument ne contrevient pas aux dispositions de la <i>Loi sur la propriété agricole</i> pour la (les) raison(s) suivante(s) : <ol style="list-style-type: none"> a) le bien-fonds qu'il vise n'est pas une terre agricole au sens de la <i>Loi sur la propriété agricole</i>; b) le droit réel agricole est réclamé au titre d'une créance véritable; c) autre raison (<i>préciser l'article de la Loi sur la propriété agricole</i>) : _____ Précisions : 		
...../...../..... nom du requérant/...../..... signature/...../..... date (AAAA/MM/JJ)
...../...../..... nom du requérant/...../..... signature/...../..... date (AAAA/MM/JJ)
		voir l'annexe <input type="checkbox"/>

8. AVIS IMPORTANTS

En vertu de l'article 194 de la *Loi sur les biens réels*, les déclarations faites dans le présent document et attestées par la signature de leur auteur ont la même valeur et la même force exécutoire que s'il s'agissait de déclarations sous serment, d'affidavits ou d'affirmations solennelles faits sous le régime de la *Loi sur la preuve au Manitoba*.

LE CAS ÉCHÉANT, LE SINGULIER COMPREND LE PLURIEL ET VICE VERSA. Dans le présent document, le « je » vaut mention de tous les requérants, qu'ils soient des personnes physiques ou morales.

9. L'INSTRUMENT EST PRÉSENTÉ POUR ENREGISTREMENT PAR (*indiquer l'adresse, le code postal, le nom de la personne-ressource et le numéro de téléphone*)